

Canadiens qu'ils gagnent ou qu'ils perdent aux Jeux olympiques. Elle est l'avenir de notre pays.

Des voix: Bravo!

* * *

LE RÉSEAU ANGLAIS DE RADIO-CANADA

LE BESOIN D'ÉMISSIONS MULTICULTURELLES

M. Laverne Lewycky (Dauphin-Swan River): Monsieur le Président, la série d'émissions Planète de Radio-Québec est un modèle d'émissions à caractère multiculturel télédiffusées par des médias publics, que Radio-Canada devrait imiter. Depuis plusieurs années, Radio-Québec diffuse des émissions ethno-culturelles dans la langue du groupe ethno-culturel concerné, avec des sous-titres français, à une heure de pointe, le samedi soir. L'émission est rediffusée la semaine suivante à une heure différente. J'exhorte le ministre d'État au Multiculturalisme (M. Collette) et le ministre des Communications (M. Fox) à essayer de persuader le réseau anglais de Radio-Canada de suivre cet exemple, de promouvoir une politique de multiculturalisme et de diffuser des émissions multiculturelles analogues pour les Canadiens anglais.

Grâce à Radio-Québec, les Canadiens français ont vu des documentaires sur l'holocauste des Ukrainiens et sur l'artiste ukrainien William Kurelek. Le réseau anglais de Radio-Canada n'a pas diffusé d'émissions de qualité analogues. Ainsi, il n'y a aucune raison que ce dernier ne diffuse pas une émission d'une demi-heure sur les Chinois canadiens en Chine, pendant leur Nouvel An ou un documentaire sur les Asiatiques canadiens avec sous-titres anglais, aux heures de pointe. Il est temps que ce réseau ait une politique vraiment multiculturelle.

* * *

LES PARIS SPORTIFS

LE PROJET FÉDÉRAL DE PARIS SPORTIFS

M. Arnold Malone (Crowfoot): Monsieur le Président, bientôt, un amateur de sports pourra prédire que les Oilers d'Edmonton battront les Canadiens de Montréal par le score de 12 à 0 et, grâce à son intelligence et à son intuition, gagner un prix en argent à la loterie sportive fédérale. Certains applaudiront peut-être le gouvernement fédéral pour avoir créé un nouveau sport de salon sous la forme des paris collectifs sportifs, mais pour ma part, je proteste contre l'avidité de ce gouvernement qui trahit une entente signée, viole la loi et taxe les pauvres. En 1979, le gouvernement fédéral a conclu avec les provinces une entente par laquelle il s'engageait à ne pas se mêler de loteries. En retour, les gouvernements provinciaux ont payé 34 millions de dollars au gouvernement fédéral en 1983. Voilà maintenant que les fédéraux prétendent que ce système de paris sportifs n'est pas une loterie.

Ce sont les mêmes fédéraux qui rajustent le chômage de saison en saison, fabriquent de toutes pièces des lettres qu'auraient écrites le chef de l'opposition (M. Mulroney) et dépensent 200 millions de dollars à même les deniers publics

Questions orales

confiés au Parlement pour sauver la carrière politique de leur ministre des Finances (M. Lalonde). Si un réseau de paris collectifs sportifs n'est pas une loterie, alors le Jello n'est pas un dessert, Alan Fotheringham est la bienveillance même et le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) est un professeur d'anglais.

Des voix: Bravo!

M. Malone: Les libéraux veulent s'emparer de l'argent des Canadiens, c'est pourquoi Revenu Canada n'applique pas de «quotas», mais bien des «objectifs», qui deviennent soudainement des «cibles de travail» quand on découvre leur existence, et qu'on qualifie ensuite de simples «buts», ce qui revient finalement au même, car il s'agit bel et bien de quotas, peu importe les euphémismes que l'on emploie pour les déguiser.

Il existe une entente qui interdit au gouvernement fédéral d'exploiter des loteries; il s'empresse donc de créer une loterie qu'il qualifie de «paris collectifs sportifs». Les «chômeurs» deviennent les «défavorisés» et le favoritisme éhonté des libéraux devient la «voie express». Cette corruption du langage est digne du roman «1984». Ces gribouilles qui grouillent et scribouillent ne sont qu'une bande de rimailleurs qui ne riment à rien.

M. le Président: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

Des voix: Oh, oh!

● (1130)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES FINANCES

LE PROGRAMME D'INITIATIVES SPÉCIALES POUR L'EMPLOI—LE RÔLE DU CABINET DU PREMIER MINISTRE

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au premier ministre, porte sur le programme d'initiatives spéciales pour l'emploi qui est, en réalité, une caisse de 150 millions de dollars permettant au gouvernement de verser des subventions à qui bon lui semble. Nous pouvons prouver, monsieur le Président, que le cabinet du premier ministre utilise ce programme à ses propres fins et que, contrairement à ce qui se passe dans le cas des autres programmes de création d'emplois, les subventions versées ne sont pas rendues publiques. Le premier ministre est-il prêt à reconnaître que son cabinet a la mainmise sur ce programme qu'il manipule à ses fins et que, comme les documents que nous avons en main le prouvent, toute cette affaire répugnante est entourée du plus grand secret?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur le Président.

Mlle MacDonald: Il est intéressant de remarquer que le premier ministre ne reconnaît même pas ce qui se passe dans son cabinet.